PCRF

Parti Communiste Révolutionnaire de France

La question des femmes

dans la lutte révolutionnaire

contre le capitalisme

pour le socialisme



Les Éditions des Amis d'Oulianov

SOMMAIRE

Page 3 : Texte adopté par le Congrès fondateur du PCRF

Page 12 : Extraits de l'œuvre de Friedrich ENGELS

- **LE MATÉRIALISME HISTORIQUE ET LA FAMILLE (p.12)**
- **L'AVENIR DE LA MONOGAMIE (p.12)**
- **LA SITUATION JURIDIQUE DE LA FEMME ET LES CONDITIONS DE SON AFFRANCHISSEMENT (p.14)**
- **LE RÉGIME COMMUNISTE ET LA FAMILLE (p.15)**

Page 16 : Extraits de l'œuvre de Karl MARX

- **LA DÉCOMPOSITION DE LA FAMILLE BOURGEOISE (p.16)**
- **LE MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE (p.17)**

Page 18 : Extraits de l'œuvre d'August BEBEL

- **L'HISTOIRE DE LA FEMME EST L'HISTOIRE DE SON OPPRESSION (p.18)**
- **LA QUESTION DE LA FEMME : UN ASPECT DE LA QUESTION SOCIALE (p.18)**
- **FÉMINISME BOURGEOIS ET LUTTES DES CLASSES (p.19)**

Page 20 : Extraits de l'œuvre de LÉNINE

- **PAS DE DÉMOCRATIE SANS FEMMES ! (p.19)**
- **LA GUERRE IMPÉRIALISTE ET LES FEMMES (p.19)**
- **L'HYPOCRISIE DES CLASSES DIRIGEANTES (p.20)**

Page 21 : Dialogue entre Clara ZETKIN et LÉNINE

Page 22 : Extraits de l'œuvre de STALINE

- **LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES (p.22)**
- **LA FEMME ET LA CONSTITUTION DE L'URSS (p.23)**



La lutte révolutionnaire contre le capitalisme et pour le socialisme : un combat pour et avec les femmes !

Texte adopté par le Congrès fondateur du

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

22-23 octobre 2016 à Paris

Pourquoi poser la question des femmes quand on est communiste en France ?

S'agissant de promouvoir l'unité de la classe ouvrière et son combat pour se libérer de l'oppression capitaliste, on peut légitimement s'interroger sur la nécessité de traiter à part de la question des femmes. En effet, si en France, près de la moitié des travailleurs sont des travailleuses, certains peuvent être tentés de dire : « Les hommes comme les femmes sont également victimes de l'exploitation capitaliste, alors ne créons pas de division stérile, et laissons aux féministes de tout poil le soin de rêver aux conditions de l'égalité entre les sexes... ».

Cette position ne peut pas être celle des marxistes-léninistes : d'abord parce que ce serait nier tout le travail de réflexion et d'analyse réalisé depuis plusieurs siècles - en particulier, bien sûr, par les théoriciens du marxisme - pour mettre au jour les spécificités sociales de la condition féminine ; ensuite parce que la situation actuelle des femmes travailleuses, dans notre pays et dans le monde, justifie pleinement que, comme l'ont préconisé Marx, Engels, Lénine et Staline, on étudie scientifiquement et dialectiquement les particularités de l'oppression subie par les femmes, pour mieux les associer à la lutte générale contre le capitalisme et pour le socialisme.

C'est pourquoi notre organisation a toujours eu à cœur de produire chaque année, notamment à l'occasion de la journée du 8 mars, des tracts et documents adressés spécifiquement aux femmes travailleuses, pour les convaincre du lien indissociable entre émancipation féminine et libération du joug capitaliste. A ce sujet, nous recommandons la lecture du 4 pages publié en mars 2008 par l'URCF, intitulé « *8 mars : une journée de lutte révolutionnaire et internationaliste* », qui constitue une bonne synthèse de l'analyse communiste sur la question de la femme et, ce faisant, une réponse assez complète à la question posée ci-dessus.

Dans le cadre de la construction et du développement de notre Parti, nous nous devons cependant d'aller plus loin que la seule expression de notre engagement en faveur des femmes tous les 8 mars ; il nous faut, dans la mesure du possible, organiser un travail de terrain plus poussé pour aider à la conscientisation des femmes et favoriser leur ralliement à notre Parti.

Pour nous aider dans cette tâche sans doute difficile, quelques éléments et idées sont exposés dans les points qui suivent.

Et puis, rappelons-nous ce que disait Lénine aux ouvrières de Russie réunies en congrès en novembre 1918 : « *L'expérience de tous les mouvements libérateurs atteste que le succès d'une révolution dépend du degré de participation des femmes.* »

1/ Les femmes en régime capitaliste : les spécificités de leur oppression, constantes et variantes

En étudiant la société capitaliste comme étape particulière dans l'Histoire de l'humanité, et en s'appuyant sur les travaux scientifiques comme ceux de l'anthropologue Lewis Morgan, Marx et Engels ont mis en évidence que l'asservissement des femmes n'est pas une donnée « naturelle », mais le produit de rapports sociaux susceptibles d'être modifiés au cours de cette Histoire. La propriété privée des moyens de production est la racine commune de l'exploitation de classe et de l'assujettissement des femmes au sein d'une famille monogamique conçue par la classe exploiteuse pour assurer la transmission de cette propriété privée.
Dans son œuvre «*L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État (1884)* », Engels rend compte de ses observations et analyses, d'une part de la famille bourgeoise et d'autre part des conditions de travail et de vie des ouvrières. Il met alors en évidence d'un côté la totale mise sous tutelle, par les maris, de leur femme « au foyer » («*Dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétariat* »), de l'autre côté la double exploitation subie par les femmes qui entrent dans la production tout en conservant leurs obligations liées à la reproduction : « *Salariée dans les bagnes industriels, elle est doublement exploitée comme femme et comme prolétaire* ». Mais loin de préconiser que les femmes restent à la maison, Engels montre un processus inéluctable et progressif engendré par le capitalisme : en faisant entrer en masse les femmes dans la production (notamment avec le développement de l'industrie), en les intégrant au système du salariat, en ouvrant la porte de leur indépendance économique, donc de leur émancipation, le capitalisme ne supprime pas le caractère inégalitaire de la division sexuelle du travail, mais il crée les conditions objectives de sa disparition, conditions qui ne pourront être pleinement réalisées qu'avec la fin du capitalisme.
Depuis le XIXème siècle, l'évolution des pays capitalistes les plus industrialisés prouve que ces vues des théoriciens marxistes sont justifiées : sous l'effet des luttes, le slogan des femmes prolétaires « *À travail égal, salaire égal !* » a trouvé son prolongement dans une série de revendications pour l'égalité des droits (droit de vote, notamment, accordé seulement en 1945 en France!), mais ces acquis législatifs sont loin de s'être concrétisés, tant les inégalités et les facteurs d'oppression des femmes restent vivaces, voire s'accentuent sous l'effet de la crise du système. La contradiction entre travail productif et travail reproductif ne peut pas être résolue dans une société où l'État est au service d'intérêts privés (monopoles et oligarchie financière) ; c'est pourquoi Engels, et après lui Lénine, ne voyaient l'affranchissement total des femmes possible que par la socialisation des tâches domestiques (voir point 3/a/ ci-dessous), donc forcément sous le socialisme, où l'État est au service des travailleurs et de leurs familles.

Les statistiques mettant en lumière les inégalités entre hommes et femmes sont connues et même exposées sur le site gouvernemental du « *Haut Conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes* » ; elles concernent quasiment tous les secteurs de la société, en France, en Europe et dans le monde : éducation, pauvreté, emploi, salaires, politique, santé, violences, aucun domaine ne voit se réaliser une égalité effective entre les deux sexes. Il est utile, pour les communistes, de connaître ces chiffres, mais aussi d'en rejeter l'interprétation qui en est tirée dans les milieux officiels et réformistes : non seulement il n'y a pas de fatalité à cette situation, mais ce ne sont ni les changements de mentalité ou de mœurs ni les mesures volontaristes (la parité imposée aux élections, par exemple) qui peuvent suffire à changer fondamentalement les injustices subies par les femmes.

Pour le travail communiste, il est bon de savoir que la **division du travail selon le sexe est encore très marquée en France**, et que c'est un des aspects fondamentaux de l'inégalité sociale qui prévaut entre hommes et femmes. Voir le tableau ci-dessous, montrant que, dans les différents secteurs de production, les femmes demeurent cantonnées aux métiers dits féminins, et surreprésentées dans les professions incarnant les « vertus dites féminines» (administration, santé, social, services à la

personne) : 97 % des aides à domicile et des secrétaires, 90 % des aides-soignants, 73 % des employés administratifs de la fonction publique ou encore 66 % des enseignants sont des femmes. Des métiers souvent peu rémunérés. On les retrouve logiquement au bas de la hiérarchie des catégories socioprofessionnelles : les femmes représentent 77 % des employés, 51 % des professions intermédiaires (dans les secteurs de la santé, du travail social ou de l'éducation), contre 16 % des chefs d'entreprise et 40 % des cadres supérieurs.

Les métiers les plus féminisés			
	Nombre d'emplois total en milliers	Nombre de femmes en milliers	Part de femmes en %
Aides à domicile et aides ménagers et assistants maternels	992	969	97,7
Agents d'entretien	1 234	870	70,5
Enseignants	1 042	685	65,7
Vendeurs	829	610	73,5
Employés administratifs de la fonction publique	806	592	73,4
Aides-soignants	575	521	90,4
Infirmiers, sages-femmes	543	476	87,7
Secrétaires	434	424	97,6
Employés administratifs d'entreprise	394	303	76,9
Employés de comptabilité	334	283	84,6
Employés de maison	243	230	94,3

Le taux de pauvreté féminin était de 8,2 % en 2011, tous âges confondus, contre 7,7 % pour les hommes. Après 75 ans, il y a deux fois plus de femmes pauvres que d'hommes.
L'écart est aussi important pour la tranche d'âge 25-34 ans (8,4 % de femmes contre 6,8 % d'hommes) qu'au seuil de 50 ans : il s'agit souvent de mères célibataires qui perçoivent une allocation ou un salaire à temps partiel.
Les femmes représentent 70% des pauvres dans le monde. Elles accomplissent 66% du travail mondial, produisent 50% de la nourriture, mais ne perçoivent que 10% des revenus et détiennent 1% de la propriété.

Emploi :
En 2011, le taux d'emploi des femmes dans l'Union Européenne (UE 27) a atteint 58,5% (54,3% en 2001), contre 70,1% pour les hommes (70,9% en 2001).
En 2012, dans le monde, le taux d'emploi des femmes est inférieur à 24,8% du taux d'emploi des hommes.
De 2002 à 2007, le taux de chômage était de 5,8% pour les femmes contre 5,3% pour les hommes. En 2012, la crise a amplifié ce décalage de 0,5 à 0,7 point de pourcentage et détruit 13 millions d'emplois occupés par des femmes.

Les femmes fonctionnaires
À ceux qui verraient dans le statut de la Fonction publique une preuve de progrès fondamental dans le cadre du régime capitaliste, on peut opposer la réalité de certains chiffres, comme celui du salaire moyen des hommes, supérieur de 14,7 % à celui des femmes ; écart s'expliquant notamment par les catégories d'emplois occupés, les temps partiels, les carrières moins favorables, le système de primes.
À cela s'ajoute le **montant des retraites,** qui se situe pour les femmes à 61 % de celui des hommes ; phénomène d'ailleurs aggravé par les lois Woerth et Ayrault de 2010 et 2013, qui ont conduit à une augmentation du taux de pauvreté chez les retraitées.

Évolution de la famille :

Au XIXème siècle, Marx, puis Engels ont observé un phénomène de **désagrégation de la famille** au sein du prolétariat, résultant des conditions épouvantables dans lesquelles étaient forcés de travailler tous les membres de la famille ouvrière, y compris les enfants. Analysant dialectiquement cette évolution, Engels annonçait : « *En désagrégeant l'ancienne famille, en arrachant la femme et l'enfant à l'autorité du mari et du père, la grande industrie travaille à l'apparition d'une famille nouvelle, où la femme cessera d'être une esclave*. » Même si, en France, le modèle familial monogamique imposé par la bourgeoisie s'est relativement étendu à l'ensemble de la population, des signes importants de cette désagrégation apparaissent cependant dans les milieux populaires, en particulier à travers la familles appelées « monoparentales ».

Ci-dessous quelques extraits du tableau dressé par l'Observatoire des inégalités, concernant les familles monoparentales, et montrant le lien entre « monoparentalité » et paupérisation des femmes :

- Depuis les années soixante, la part des familles monoparentales ne cesse de grandir, selon une étude de l'Insee de 2008, qui notait qu'elles étaient "2,5 fois plus nombreuses qu'en 1968". Elles ont augmenté de 10% entre 1999 et 2005.
- La pauvreté s'est déplacée des familles nombreuses vers les familles monoparentales. Les familles monoparentales trouvant très majoritairement à leur tête des femmes, la « monoparentalisation » de la pauvreté alimente une féminisation de la pauvreté. Celle-ci touche désormais des actifs qui travaillent, en raison des doubles mutations du monde du travail et de la famille.
- Une famille sur cinq est aujourd'hui composée d'enfants et d'un seul parent. Dans 85% des cas, ce parent est une femme. Près de 3 millions d'enfants vivent dans ces foyers. Malgré l'explosion du nombre de familles monoparentales depuis quarante ans, ces foyers continuent de cumuler plus de pauvreté, de chômage et de soucis quotidiens (vacances, garde d'enfants...) que les autres, et ce, en dépit des aides publiques.
- 30% des foyers monoparentaux sont pauvres (contre 13% dans la population générale), selon les critères de l'Insee. Seule la moitié des mères de famille monoparentale occupent un emploi à temps complet et elles sont plus souvent au chômage que les femmes en couple. En général, les aides comme la pension alimentaire versée par l'ex-conjoint ne suffisent pas à compenser la perte de revenu. Les parents seuls ont aussi plus de mal "à concilier vie familiale et vie professionnelle" ; par exemple, peu de crèches offrent des horaires compatibles avec l'emploi du temps d'un parent en solo.
- Alors qu'en 1990, les mères isolées étaient plus souvent actives occupées que celles en couple, la situation s'est inversée en 2012 ». Niveau de vie plus bas, taux de chômage plus élevé (16 % contre 7 % pour les couples), recours aux CDD et emplois partiels : la situation des parents isolés sur le marché de l'emploi est dégradée, notamment pour les mères.

Prostitution

Là encore, le lien entre développement de la prostitution féminine et pouvoir de la bourgeoisie a été clairement démontré par Marx, Engels et Lénine. Citons ce dernier (*Capitalisme et travail féminin*) : « *C'est parmi les travailleuses les plus pauvres que les capitalistes de tous les pays (comme les propriétaires d'esclaves de l'antiquité et les seigneurs féodaux du moyen-âge) choisissent nombre de concubines au plus favorable prix. Aucune «indignation morale» (hypocrite dans 99% des cas) sur la prostitution ne peut rien faire pour empêcher ce commerce du corps des femmes ; aussi longtemps que l'esclavage salarié existera, la prostitution continuera inévitablement. A travers l'histoire, toutes les classes opprimées et exploitées ont toujours été réduites (leur exploitation consiste en cela) par leurs oppresseurs, en premier au travail non rémunéré, en second, leurs femmes à être les concubines des « maîtres* ».

Cette hypocrisie dont parle Lénine est encore de mise aujourd'hui en France : En 2013, la France compte environ 20 000 personnes prostituées, dont 85% de femmes, la prostitution est devenue une activité davantage dissimulée, et ce chiffre est sans doute sous-évalué (les associations en comptent

plutôt le double). Pour les femmes prostituées de rue, le taux d'étrangères est passé de 20% en 1990 à près de 90% en 2013, la plupart exploitées par des réseaux mafieux en provenant d'Europe de l'Est, d'Afrique ou d'Asie. La prostitution par Internet est plus indépendante, mais un rapport parlementaire de 2011 souligne que « *la précarité et la vulnérabilité demeurent des facteurs d'entrée et de maintien dans la prostitution*. » A la suite de ce constat, des mesures ont-elles été prises contre ce développement de la précarité ? Bien sûr que non ! Sarkozy a préféré sortir une énième loi répressive, en rétablissant en 2011 la pénalisation du racolage passif ! L'État français « tolère » la prostitution (les « travailleuses du sexe » - sic ! - paient même des impôts...), mais il fait le choix de la répression contre les prostituées pour donner le change aux milieux catholiques réactionnaires. Certains faits divers rappellent régulièrement le rôle « privilégié » joué par la prostitution dans les milieux proches du pouvoir (Cf affaire DSK...).

Effets aggravants de la crise du système capitaliste sur la condition féminine

On voit comment perdure le lien étroit entre exploitation de classe et oppression de sexe, révélé par Marx et Engels. Cela signifie qu'en période de crise capitaliste, et de « réaction sur toute la ligne », ces phénomènes d'oppression s'accentuent, à l'échelle planétaire (féminisation croissante de la pauvreté ; une majorité des migrants sont des migrant**e**s...), mais aussi dans les pays dits « développés » comme la France, avec une mise en cause du droit au travail des femmes par le chômage et la précarisation des contrats de travail. La restriction des dépenses publiques, dans le cadre des politiques d'austérité, dégrade sensiblement la situation des femmes, par la suppression de certaines aides aux mères seules (aux USA et en GB), l'insuffisance des équipements sociaux (crèches notamment), la fermeture de maternités « pas assez rentables » (sic!), etc. Cela s'est accompagné également de tentatives multiples de remettre en cause des droits fondamentaux conquis par les femmes dans les années soixante-dix comme le droit à l'avortement et à son remboursement (Espagne, Pologne...).

2/ Les réponses au problème des inégalités hommes-femmes

Les marxistes ne sont évidemment pas les seuls à avoir réfléchi à la condition féminine et à avoir proposé des solutions pour l'émancipation de la femme, mais ils sont les seuls à avoir lié la réussite de cette émancipation au renversement des rapports de production fondés sur l'exploitation salariale.

a/ Les féministes, vrais et faux combats

Depuis le XVIIème siècle, des intellectuel-le-s, essentiellement issu-e-s de la bourgeoisie, ont pris la défense des femmes brimées par les règles du mariage bourgeois et réduites à l'état de reproductrices recluses dans la maison du maître. Le « féminisme » qui s'est développé à partir du XIXème siècle était donc essentiellement tourné vers la lutte contre l'autorité maritale, pour la liberté amoureuse ; combat certes légitime, mais qui ne faisait guère de place aux femmes ouvrières, subissant essentiellement l'exploitation patronale. Des combats courageux pour l'égalité des droits ont été menés au début du XXème siècle par des groupes de femmes - essentiellement issues de la petite ou grande bourgeoisie (pensons notamment aux « suffragettes » britanniques revendiquant le droit de vote et l'obtenant en 1918 en GB) - . Des œuvres, comme celle de Simone de Beauvoir, ont eu le mérite d'imposer sur la scène culturelle et médiatique la question de la femme en tant que telle. Mais les limites de ces mouvements féministes, et donc leur relative impuissance, se trouvent dans leur caractère souvent très individualisant et idéaliste (« désir de vivre sa vie librement »), ou opposant artificiellement les hommes aux femmes au nom de la seule lutte contre la domination masculine (« *L'homme est le Sujet, l'Absolu ; la femme est l'Autre* », écrit S. De Beauvoir), ou plus récemment, prétendant régler le problème des inégalités par le seul dévoilement de leurs origines sociales et culturelles, comme le font les tenants de la pseudo « *Théorie du genre* », mouvement né aux États-Unis dans les années 70, qui distingue le sexe biologique et le genre, pour montrer la construction idéologique du « genre » féminin et dénoncer les clichés responsables des inégalités. Tenter de combattre les préjugés et les stéréotypes

relève de l'illusion si on ne s'attaque pas aux fondements économiques qui ont permis leur éclosion et leur pérennité...

Ci-dessous une note explicative et notre analyse sur l'utilisation du concept de « genre » :

1/ La « théorie du genre » n'existe pas : c'est une pure invention des milieux catholiques français, suivis par une partie de la droite, qui ont lié leur « lutte » contre le mariage des homosexuels à celle menée contre le programme de SVT en lycée, qui en effet introduit depuis 2011 le concept de « genre » dans l'étude de la sexualité, puis à la « guerre » menée en 2013 par les groupuscules fascistes (tels « *Le Printemps français* ») contre les « ABCD de l'égalité », séquences pédagogiques expérimentées dans 300 écoles (Remarque : les récentes élucubrations du Pape à ce sujet prouvent le rôle joué par l'Église catholique dans cette affaire...). Pas de « théorie », donc, mais des « études » sur le genre, qui depuis les années 70, se déploient dans de multiples directions – y compris opposées - selon les domaines d'étude (biologie, médecine, sociologie, géographie, anthropologie, économie, sciences politiques, etc.)

2/ Retour sur le concept de « genre » : Cette notion est apparue dans les années 50 aux USA, et ne concernait d'abord que la sphère médicale ; il s'agissait de distinguer chez certains individus l'apparence sexuelle (« le sexe ») et l'identité sexuelle résultant d'un système chromosomique et/ou génétique et/ou hormonal en décalage avec l'apparence (« le genre »). De là, c'est-à-dire de l'idée que l'identité sexuelle n'était pas qu'une affaire d'organes génitaux, la notion de « genre » a pu être récupérée dans le champ des sciences humaines et sociales par des chercheurs (y compris marxistes) qui travaillaient sur les rapports sociaux hommes/femmes et les différences de traitement entre les deux groupes, pour montrer comment les représentations de chacun des sexes participaient de la domination « masculine ».

3/ « Genre » et féminisme : Une abondante production intellectuelle (éditoriale et médiatique) s'est diffusée de part et d'autre de l'Atlantique depuis les années 70, sur le thème des inégalités hommes/femmes, et la notion de genre a été utilisée pour analyser les différences H/F comme des constructions sociales et culturelles prépondérantes par rapport aux différences de nature.

Des penseurs non marxistes tels que De Beauvoir (cf « *On ne naît pas femme, on le devient* », in « *Le Deuxième Sexe* », 1949), Foucault (*Histoire de la sexualité*, 1976-84), Badinter (*« L'un est l'autre »*, 1986), Bourdieu (*La Domination masculine*, 1998), ont en commun de mettre en évidence le caractère culturellement construit de la hiérarchie entre les sexes, mais aussi de déconnecter cette analyse du cadre socio-économique (donc des rapports de classe, considérés par ces intellectuels comme secondaires) dans lequel ne peut que perdurer cette hiérarchie.

4/ Récupération politique de la notion de genre : Dès lors, il était aisé, pour les semeurs d'illusions et de bons sentiments, en France et dans l'UE, de récupérer ces « études » et de faire croire à certaines solutions « miracles » pour résoudre la question des inégalités H/F : par exemple, la « parité » imposée, les programmes scolaires, le déploiement d'études statistiques et de recommandations ministérielles, etc. ; toute une agitation institutionnelle dont l'objectif (comme sur les questions d'écologie ou de démocratie) est de duper les masses en prétendant que le capitalisme est capable de trouver en lui les solutions aux maux qu'il engendre.

C'est dans ce sens que nous, communistes révolutionnaires, prenons nos distances avec l'utilisation du concept de genre, mais aussi que nous concentrons notre énergie militante sur notre expression en direction des femmes travailleuses (et privées d'emploi), pour les amener à lier leur condition de femmes à celle de tous les exploités et victimes du capitalisme.

b/ L'hypocrisie institutionnelle en France

La France, pays des « Droits de l'Homme et du Citoyen », est aussi le pays de Tartuffe. Il en est de la question des femmes comme du reste : jeter le voile des beaux discours et des mesurettes sur la réalité des fondements de l'oppression. Prenons l'exemple de la règle de parité sur les listes, règle qui renvoie

l'idée qu'une femme est choisie non pas pour ses compétences, mais pour son seul statut de femme... ; dans certains secteurs où les femmes sont professionnellement ultra-majoritaires, comme à l'école primaire (82 % de femmes), cette mesure frise d'ailleurs le ridicule. Quant aux « progrès » que constituerait la présence plus nombreuse de femmes ministres, on ne peut que s'interroger, en pensant par exemple aux femmes salariées qui subiront les effets de la Loi Travail de Madame El Khomri...

c/ Le retour des idées les plus réactionnaires

Nous avons rappelé que la crise du capitalisme entraînait une forte dégradation des conditions de travail et de vie pour des millions de femmes, dans le monde comme en France. Cette dégradation s'accompagne d'un retour en arrière sur les bonnes vieilles « valeurs » de la famille bourgeoise, comme celle de la « femme au foyer » en charge des enfants, en guise de prétendue solution contre le chômage (… des hommes, donc) ; dans le programme du Front National (et dans les propos de certains hommes et femmes politiques), on voit ressurgir, avec le « salaire parental » (retiré à la femme en cas de « manquements vis-à-vis de ses enfants »), le vieux rêve patronal d'utiliser la catégorie des femmes comme vecteur de division et variable d'ajustement au sein du salariat. Ailleurs en Europe, comme en Espagne ou en Pologne, les femmes restent sous la menace de reculs majeurs sur leurs droits à l'avortement. Enfin, on assiste à une recrudescence des injonctions religieuses les plus rétrogrades et humiliantes pour la femme, phénomène qui concerne en particulier les femmes de religion musulmane, mais aussi dans une moindre mesure, les femmes de confession chrétienne ou juive.

d/ La ligne de conduite des marxistes-léninistes : lier les revendications pour l'égalité à la nécessité de se libérer du système capitaliste

Reprenant les principales préconisations de Marx et Engels, les communistes considèrent que l'émancipation des femmes passe d'abord par l'égalité juridique entre femmes et hommes, ce qui est loin d'être le cas partout en Europe et dans le monde. Mais à partir des droits conquis par les luttes, il s'agit de révéler à l'ensemble de la classe laborieuse, et aux femmes travailleuses en particulier, quelles sont les vraies solutions contre leur asservissement : une société nouvelle, débarrassée du joug capitaliste, qui garantisse aux femmes l'indépendance économique et la socialisation des tâches domestiques pour alléger l'activité des femmes comme des hommes ayant des enfants.

3/ Pourquoi le Socialisme comme seule garantie de l'émancipation totale des femmes ?

a/ Les effets bénéfiques de la socialisation des moyens de production et la mainmise sur l'État par la classe ouvrière

Pour parvenir à l'égalité sociale entre les femmes et les hommes devant la loi et dans la vie pratique, il faut rompre la chaîne de l'exploitation qui fonde les inégalités sociales, l'antagonisme des sexes et l'assujettissement de la femme. En prenant le pouvoir et en assurant pleinement le contrôle des moyens de production et d'échange, la classe ouvrière permettra à l'homme et à la femme de « *se développer et s'accomplir en modifiant les conditions naturelles et sociales d'existence qui lui sont imposées* » (Marx). Pour les femmes, l'abolition de la dictature du capital signifiera la fin de toutes les entraves, sujétions et servitudes domestiques, car les richesses produites serviront à la satisfaction des besoins, avec en particulier une prise en charge généralisée par la société des besoins des enfants et adolescents (crèches, accueil et animation éducatifs, soins médicaux, écoles, centres de vacances, logements, etc.) ainsi que des tâches domestiques les plus ingrates (restauration, entretien...)

b/ L'exemple des expériences socialistes en URSS et en RDA

En URSS, le gouvernement soviétique s'est engagé résolument dans cette voie de la libération pour les femmes. D'abord par l'affirmation, dans la Constitution et dans les lois, de l'égalité intégrale des droits entre les deux sexes.

Puis grâce à un vaste réseau d'institutions diverses (maternités, restaurants, dispensaires, coopératives de consommation et d'entraide, etc), soutenu par les progrès techniques et par un urbanisme modernisé, « *arrachant la femme à ses misères traditionnelles* » (Lénine). Mais une préoccupation majeure des Soviets était de faire entrer pleinement les femmes, toutes les femmes, dans la vie publique : « *Chaque cuisinière doit apprendre à diriger l'État* », disait Lénine, ajoutant : « *Tant que les femmes ne seront pas appelées à participer librement à la vie politique en général, mais aussi à s'acquitter d'un service civique permanent et universel, il ne peut être question de socialisme, ni même d'une démocratie intégrale et durable. […] L'égalité devant la loi n'est pas encore l'égalité dans la vie. Nous entendons que l'ouvrière conquière non seulement devant la loi, mais encore dans la vie, l'égalité avec l'ouvrier. Il faut pour cela que les ouvrières prennent une part de plus en plus grande à la gestion des entreprises publiques et à l'administration de l'État*. »

En URSS, le parti communiste sous la direction de Staline, s'attaquait aux "tâches abrutissantes de l'esclavage domestique". Notre camarade Tamila Yabrova, directrice de la revue marxiste-léniniste soviétique "*Marxism and Actually*", montrait, lors d'un exposé, qu'en Union soviétique après la guerre, de grands débats eurent lieu sur le mode de vie et de consommation. Sous Staline, les femmes ouvrières (et les ouvriers) pouvaient manger le soir au restaurant de l'usine ou ramener les plats pour leur famille, les crèches gratuites se trouvaient dans des bâtiments connexes des usines où elles pouvaient lors des pauses voir leur enfant. Les immeubles modernes de Moscou et des autres grandes villes étaient équipés d'entreprises de blanchisserie et de nettoyage, voire de restaurant collectif à des prix dérisoires.

En RDA, les conditions faites aux femmes étaient reconnues comme parmi les meilleures au monde. Dans un article du *Monde diplomatique* de mai 2015, intitulé « *Ce qu'ont perdu les femmes de l'Est* », la sociologue Sabine Kergel rappelle qu'à la fin des années 1980, 92 % des Allemandes de l'Est occupaient un emploi, contre 60 % de leurs voisines occidentales ; elle met en évidence le traumatisme que constitue encore, 25 ans après la réunification, l'expérience du chômage et l'état de dépendance où se trouvent de nombreuses femmes vivant dans les Länder de l'Est : « *En RDA, les mères, contrairement à celles de la République fédérale d'Allemagne (RFA), conciliaient sans embarras vie familiale et vie professionnelle. L'absorption de l'Est par l'Ouest a provoqué une hausse vertigineuse de leur taux de chômage et chamboulé leurs modes de vie, leurs projets, leur confiance en elles. »*

4/ Les femmes et la lutte révolutionnaire

a/ Des exemples anciens et contemporains de l'apport des femmes dans les mouvements ouvriers et résistants

L'Histoire montre la place importante prise par les femmes dans les grandes luttes et résistances populaires. Les noms de Louise Michel et Jeanne Labourbe en France, Clara Zetkin et Rosa Luxembourg en Allemagne, Dolorès Ibarruri en Espagne, Zoïa Kosmodemianskaïa en URSS, suffisent à rappeler que l'héroïsme de ces combattantes n'a rien à envier à celui de leurs camarades masculins. Des personnalités hors du commun, mais aussi des luttes collectives ont marqué le mouvement ouvrier, comme celles de Lejaby (2012), de Chantelle (1993), ou plus récemment, en novembre 2014 , la victoire des femmes de chambre corvéables à merci, dans les grands palaces parisiens, travailleuses en révolte contre le paiement à la tâche et les cadences infernales.

b/ Le frein que constitue la faible implication des femmes dans la sphère militante

Mais force est de constater qu'un des effets du poids social porté par les femmes en régime capitaliste est justement de les rendre moins présentes sur le terrain du militantisme syndical et politique ; nul besoin de statistiques pour s'en rendre compte, en France, nous voyons au quotidien la trop faible implication des femmes dans les instances de nos organisations. Cette faiblesse constitue un obstacle sérieux, d'abord pour la réussite des luttes, mais au-delà pour la construction du processus révolutionnaire : si « la moitié du genre humain » doit être également libérée de ses chaînes, alors cette moitié doit participer activement à toutes les étapes de sa libération ; si les femmes manquent à l'appel, comme militantes et comme cadres du Parti, les chances de réussir la révolution socialiste s'éloignent fortement.

5/ Les tâches du Parti et leur but :

Le 8 mars est bien sûr un jour important, mais nous devons réfléchir aux moyens de donner plus de visibilité et de régularité à notre expression en direction des femmes, pour renforcer le nombre de femmes adhérentes et militantes au sein du Parti.
Pour réussir dans cette tâche, les Congressistes ne manqueront sans doute pas d'idées, que la Commission « Femmes » du Parti pourra évaluer, à l'aune de nos capacités militantes.

Ci-dessous **quelques suggestions, qui pourraient en appeler d'autres :**
- **Lettre ouverte aux femmes travailleuses** (dont une partie pourrait servir de base aux tracts élaborés en direction de boîtes en lutte, où travaille une majorité de femmes)
- **Mars 2017 : centenaire du soulèvement des femmes de Pétrograd** ==> organisation d'une réunion publique à Paris, par exemple le samedi 11 mars 2017, sur le thème : *Un siècle de « 8 mars » : lutte pour l'émancipation des femmes, lutte révolutionnaire !*
- **Utiliser *IC* pour systématiser une expression (même brève) en direction des femmes**.

—----------



Louise MICHEL (1830 – 1905),
une des figures majeures de
la Commune de Paris



Jeanne LABOURBE (1877 – 1919),
militante bolchévique française
ayant participé à la Révolution d'Octobre



Clara ZETKIN (1857 – 1933),
dirigeante du DKP, députée,
Présidente de l'Internationale
socialiste des femmes.



Rosa LUXEMBURG (1871 – 1919),
cofondatrice de la Ligue spartakiste,
puis du Parti communiste d'Allemagne.



Dolorès IBARRURI (1895 – 1989),
« La Pasionaria »
SG du Parti communiste espagnol (PCE)



Zoïa KOSMODEMIANSKAIA (1923-1941)
figure emblématique de la résistance
soviétique contre les nazis



Friedrich ENGELS

Extraits de *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884)

LE MATÉRIALISME HISTORIQUE ET LA FAMILLE

D'après la conception matérialiste de l'histoire, l'élément déterminant dans l'histoire, en dernière instance, est la production et la reproduction de la vie immédiate. Or, celle-ci est elle-même de deux sortes. D'une part, production de moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement, et des outils nécessaires à cette fin ; d'autre part, production des êtres humains eux-mêmes, propagation de l'espèce. Les institutions sociales sous lesquelles vivent les hommes d'une époque historique donnée et d'un pays donné sont conditionnées par ces deux sortes de production : par le stade d'évolution où se trouvent d'une part le travail, de l'autre, la famille. Moins le travail est développé, plus est restreinte la somme de ses produits, et, par conséquent, la richesse de la société, plus se montre prédominant l'empire exercé sur l'ordre social par les liens du sang. Cependant, dans cette organisation sociale fondée sur les liens du sang, la productivité du travail se développe plus ou moins, et avec elle la propriété privée et l'échange, l'inégalité des richesses, l'exploitation de la force de travail d'autrui, et, par là, le fondement d'antagonismes de classes : autant d'éléments sociaux nouveaux qui tendent, au cours des générations, à adapter la vieille constitution sociale aux circonstances nouvelles, jusqu'à ce qu'enfin l'incompatibilité de l'une avec les autres amène une transformation totale. La vieille société reposant sur les liens du sang éclate dans le choc des classes sociales nouvellement développées ; elle fait place à une société nouvelle, concentrée dans l'État, dont les unités secondaires ne sont plus des associations formées par le sang, mais par l'habitat, société où l'ordre familial est complètement dominé par l'ordre social, et dans laquelle se déploient désormais librement les oppositions et les luttes entre classes qui constituent la matière de toute l'histoire écrite jusqu'à nos jours.

L'AVENIR DE LA MONOGAMIE

Maintenant, nous marchons à une révolution sociale où les bases économiques actuelles de la monogamie disparaîtront aussi sûrement que celles de son complément, la prostitution. La monogamie est née de la concentration de grandes richesses dans les mêmes mains — celles d'un homme — et le désir de transmettre ces richesses par héritage aux enfants de cet homme-là et d'aucun autre. Pour cela, la monogamie de la femme était nécessaire, non celle de l'homme, si bien que cette monogamie de la femme n'a pas le moins du monde entravé la polygamie ouverte ou cachée de l'homme. Mais la révolution sociale imminente, en transformant au moins l'immense majorité des fortunes immobilières héréditaires — des moyens de production — en propriété sociale, réduira tous ces soucis de transmission héréditaire au minimum. Or, la monogamie étant née de causes économiques, disparaîtra-t-elle si ces causes disparaissent ? On pourrait répondre, non sans raison : elle disparaîtra si peu que c'est bien plutôt à partir de ce moment qu'elle sera pleinement réalisée. Car avec la transformation des moyens de production en propriété sociale disparaissent aussi le salariat, le prolétariat, et, par suite, la nécessité obligeant un certain nombre — calculable par la statistique — de femmes à se prostituer pour de l'argent. La prostitution disparaît, la monogamie, au lieu de péricliter, devient enfin une réalité— même pour les hommes. La condition des hommes sera donc, dans tous les cas, fort modifiée. Mais celle des femmes, de toutes les femmes, subira également des changements considérables. Les moyens de production une fois passés à la propriété commune, la famille

individuelle cesse d'être l'unité économique de la société. L'économie domestique privée se transforme en industrie sociale. Les soins et l'éducation à donner aux enfants deviennent une affaire publique; la société prend un soin égal de tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou naturels. Ainsi disparaît le souci des « suites », aujourd'hui le mobile social essentiel — tant moral qu'économique — qui empêche une jeune fille de se donner sans arrière-pensée à celui qu'elle aime. Est-ce que cela ne suffira pas pour amener progressivement plus de liberté dans le commerce sexuel, et une opinion publique par conséquent moins rigoriste en matière d'honneur des vierges et de déshonneur des femmes ? Et enfin, n'avons-nous pas vu que, dans le monde moderne, monogamie et prostitution sont, il est vrai, des antinomies, mais des antinomies inséparables, les deux pôles du même état social ? La prostitution peut-elle disparaître sans entraîner avec elle la monogamie dans l'abîme? Ici, entre en jeu un élément nouveau, un élément qui, à l'époque où la monogamie se constituait, existait tout au plus en germe : l'amour sexuel individuel. ... Mais comme, par sa nature, l'amour sexuel est exclusif — bien que de nos jours cette exclusivité ne se réalise complètement que chez la femme — le mariage fondé sur l'amour sexuel est, de par sa nature, monogamie. Nous avons vu combien Bachofen avait raison lorsqu'il considérait le progrès constitué par le passage du mariage par groupes au mariage syndyasmique comme étant surtout l'œuvre de la femme; seul le passage du dernier à la monogamie peut être mis au compte de l'homme; il a essentiellement consisté dans l'histoire à faire empirer la situation des femmes et à faciliter l'infidélité des hommes. Que disparaissent les considérations économiques en vertu desquelles les femmes ont accepté cette infidélité habituelle des hommes — le souci de leur propre existence, et plus encore celui de l'avenir des enfants — et l'égalité de la femme qui en résultera aura pour effet, selon toutes les expériences antérieures, que les hommes deviendront monogames dans une proportion infiniment plus large que les femmes ne deviendront polyandres.

Mais ce qui disparaîtra décidément de la monogamie, ce sont tous les caractères qui lui ont été imprimés par les conditions de la propriété auxquelles elle doit sa naissance : ces caractères sont d'abord la prépondérance de l'homme et ensuite l'indissolubilité. La prépondérance de l'homme dans le mariage est une simple conséquence de sa prépondérance économique, et tombera d'elle-même avec celle-ci. L'indissolubilité du mariage est en partie conséquence de la situation économique dans laquelle est née la monogamie, en partie tradition de l'époque où le lien qui unissait cette situation économique à la monogamie n'était pas encore bien compris et subissait une exagération religieuse. Elle est dès aujourd'hui entamée par mille côtés. Si le mariage fondé sur l'amour est seul moral, celui-là seul peut l'être où l'amour persiste. Mais la durée de l'accès de l'amour sexuel est fort variable suivant les individus, notamment chez les hommes, et une disparition de l'inclination ou son éviction par un amour passionnel nouveau fait de la séparation un bienfait pour les deux parties comme pour la société. On épargnera seulement aux gens de patauger dans la boue inutile d'un procès en divorce. Ce que nous pouvons donc augurer de l'organisation des rapports sexuels, après l'imminent coup de balai donné à la production capitaliste, est surtout d'ordre négatif et se bonne principalement à ce qui disparaîtra. Mais qu'arrivera-t-il ensuite ? Cela se décidera quand une nouvelle génération aura grandi r génération d'hommes qui jamais de leur vie n'auront été dans le cas d'acheter à prix d'argent, ou à l'aide de tout autre ressort social, l'abandon d'une femme : génération de femmes qui n'auront jamais été dans le cas ni de se livrer à un homme pour d'autres considérations qu'un amour réel, ni de se refuser à l'aimé par crainte des suites économiques de cet abandon. Quand ces gens-là existeront, du diable s'ils se soucieront de ce qu'on croit aujourd'hui qu'ils devraient faire : ils se créeront eux-mêmes leurs coutumes et une opinion publique appropriée pour juger la manière d'agir de chacun. Un point, c'est tout.

LA SITUATION JURIDIQUE DE LA FEMME ET LES CONDITIONS DE SON AFFRANCHISSEMENT

Nos juristes trouvent, il est vrai, que le progrès de la législation enlève aux femmes, dans une mesure croissante, tout motif de se plaindre. Les systèmes législatifs de la civilisation moderne reconnaissent de plus en plus, d'abord que le mariage, pour être valable, doit être un contrat librement consenti par les deux parties, et en second lieu que, pendant le mariage encore, les deux parties doivent avoir à l'égard l'une de l'autre les mêmes droits et les mêmes devoirs. Mais si ces deux conditions étaient appliquées avec conséquence, les femmes auraient tout ce qu'elles pourraient désirer. Cette argumentation, qui sent bien son juriste, est exactement celle par laquelle le bourgeois républicain radical ferme la bouche au prolétaire. Le contrat de travail est censément un contrat librement consenti par les deux parties. Mais il compte pour librement consenti dès lors que la loi établit sur le papier l'égalité des deux parties. La puissance que la différence de la situation de classe donne à l'une des parties, la pression que celle-ci exerce sur l'autre, — la condition économique réelle des deux — cela ne regarde pas la loi. Et pendant la durée du contrat de travail, les deux parties sont encore censées jouir de droits égaux, pour autant que l'une ou l'autre n'y a pas expressément renoncé. Que l'état de choses économique force l'ouvrier à renoncer même à la dernière apparence d'égalité de droit, la loi n'y peut encore rien.

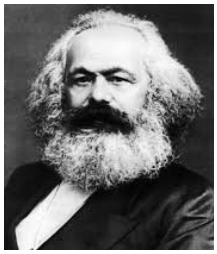
En ce qui concerne le mariage, la loi, même la plus perfectionnée, est pleinement satisfaite dès que les intéressés ont formellement donné leur libre consentement au procès-verbal. Quant à ce qui se passe derrière les coulisses juridiques où se joue la vie réelle, et de quelle façon s'obtient cette liberté de consentement, ni la loi ni le juriste ne peuvent s'en préoccuper. Et cependant le plus simple recours au droit comparé devrait, ici montrer au juriste ce qu'il en est de cette liberté de consentement. Dans les pays où la loi assure aux enfants une part obligatoire de la fortune des parents, où par suite ils ne peuvent être déshérités — en Allemagne, dans les pays placés sous le régime du droit français, etc., — les enfants sont, pour contracter mariage, liés au consentement des parents. Dans les pays de droit anglais, où ce consentement n'est pas une (condition légale du mariage, les parents jouissent aussi d'une absolue liberté de tester et peuvent, à leur gré, déshériter leurs enfants. Il est cependant clair que, malgré cela et même à cause de cela, dans les classes où il y a quelque chose à hériter, la liberté du mariage n'est pas, en fait, d'un cheveu plus grande en Angleterre et en Amérique qu'en France et en Allemagne. Il n'en va pas mieux de l'égalité juridique des droits entre l'homme et la femme dans le mariage. L'inégalité des droits entre eux, que nous avons héritée de conditions sociales antérieures, n'est pas la cause, mais l'effet de l'oppression économique de la femme. Dans l'ancien ménage communiste, qui comprenait de nombreux couples conjugaux avec leurs enfants, la direction du ménage, abandonnée aux femmes, était aussi bien une industrie publique, socialement nécessaire, que la fourniture des vivres par les hommes. Les choses changèrent avec la famille patriarcale, et plus encore avec la famille individuelle monogamique. La direction du ménage perdit son caractère public. Elle ne regarda plus la société. Elle devint un service privé ; la femme devint une première servante, écartée de la participation à la production sociale. C'est seulement la grande industrie de nos jours qui lui a ouvert à nouveau la voie de la production sociale — et encore à la seule femme prolétaire. Mais les conditions en sont telles que si la femme remplit ses devoirs dans le service privé de la famille, elle reste exclue de la production sociale et ne peut rien gagner ; et que, d'autre part, si elle veut participer à l'industrie publique et gagner pour son compte, elle est hors d'état de remplir ses devoirs de famille. Et il en va de même pour la femme dans toutes les branches d'affaires, et jusque dans la médecine ou le barreau, tout comme à la fabrique. La famille individuelle moderne est fondée sur l'esclavage domestique avoué ou dissimulé de la femme, et la société moderne est une masse exclusivement composée de familles individuelles qui en sont comme les molécules. L'homme, de nos jours, doit, dans la grande majorité des cas, gagner de quoi nourrir sa famille, tout au moins dans les classes possédantes, et cela lui donne une situation prépondérante qui n'a pas besoin d'être spécialement privilégiée par la loi. Il est, dans la famille, le bourgeois, et la femme représente le prolétariat. Mais,

dans le monde industriel, le caractère spécifique de l'oppression économique qui pèse sur le prolétariat ne se manifeste dans toute son acuité qu'une fois tous les privilèges légaux de la classe des capitalistes supprimés, et la pleine égalité des deux classes juridiquement établie ; la République démocratique n'élimine pas l'antagonisme entre les deux classes, elle ne fait au contraire que fournir le terrain sur lequel cet antagonisme se règle par la lutte. Et, de même, le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme dans la famille moderne, et la nécessité comme la manière d'établir entre eux une égalité sociale réelle, ne seront pleinement mis en lumière que lorsque les deux sexes auront juridiquement des droits absolument égaux. On verra alors que l'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique, et qu'à son tour cette condition exige la suppression de la famille individuelle comme unité économique de la société.

Extrait des ***Principes du communisme*** (1847)

LE RÉGIME COMMUNISTE ET LA FAMILLE

21ème question : Quelles répercussions aura le régime communiste sur la famille?
Réponse.—Il transformera les rapports entre les sexes en rapports purement privés, ne concernant que les personnes qui y participent, et où la société n'a pas à intervenir. Cette transformation sera possible, du moment qu'il supprimera la propriété privée, qu'il élèvera les enfants en commun et détruira ainsi les deux bases principales du mariage actuel, à savoir la dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme et celle des enfants vis-à-vis des parents. C'est là qu'est la réponse à toutes les criailleries des moralistes bourgeois sur la communauté des femmes que veulent, paraît-il, introduire les communistes. La communauté des femmes est un phénomène qui appartient uniquement à la société bourgeoise et qui est réalisé aujourd'hui par la prostitution. Mais la prostitution repose sur la propriété privée et disparaît avec elle. Par conséquent, le régime communiste, loin d'introduire la communauté des femmes, la supprimera, au contraire.



Karl MARX

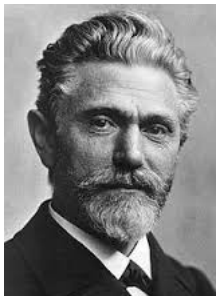
Extrait de *L'Idéologie allemande* (1846)

LA DÉCOMPOSITION DE LA FAMILLE BOURGEOISE

Le brave garçon (Max Stirner, l'auteur de *l'Unique et sa propriété*. (N.R.).) voit une fois de plus la domination du saint là où dominent seulement des rapports empiriques. Le bourgeois considère les institutions de son régime comme le Juif considère la loi ; il les transgresse autant que possible, dans chaque cas particulier, mais il veut que tous les autres s'y soumettent. Si tous les bourgeois transgressaient en masse et d'un seul coup les institutions de la bourgeoisie, ils cesseraient d'être bourgeois, — conduite qui ne leur vient pas naturellement à l'esprit et ne dépend aucunement de leur volonté. Le bourgeois libertin transgresse le mariage et commet clandestinement un adultère ; le marchand transgresse l'institution de la propriété en privant les autres de leur propriété par la spéculation, la banqueroute, etc... ; le jeune bourgeois se rend indépendant de sa propre famille, quand il le peut ; il dissout pratiquement pour son compte la famille ; mais le mariage, la propriété privée, la famille, demeurent théoriquement intacts, parce que, pratiquement, ils sont le fondement sur lequel la bourgeoisie a érigé sa domination, parce que, dans leur forme bourgeoise, ils sont les conditions qui font d'un bourgeois un bourgeois, de même que la loi toujours transgressée fait d'un Juif religieux un Juif religieux. Ce rapport du bourgeois avec ses conditions d'existence trouve son expression générale dans la morale bourgeoise. Ne parlons d'ailleurs pas de « la » famille. La bourgeoisie donne historiquement à la famille le caractère de famille bourgeoise, dont les liens sont l'ennui et l'argent, et qui comprend aussi la décomposition bourgeoise de la famille, pendant laquelle la famille elle-même continue à exister. A sa fangeuse existence correspond aussi une conception sacrée, dans la phraséologie officielle et dans l'hypocrisie générale. Là où la famille est réellement décomposée, comme dans le prolétariat, il se passe juste le contraire de ce que pense Stirner. L'idée de la famille n'y existe pas du tout, tandis que nous constatons, par endroits, il est vrai, un penchant pour la vie familiale qui s'appuie sur des rapports tout à fait réels. Au XVIIIe siècle, l'idée de famille s'est dissoute sous les coups des philosophes, parce que la famille réelle, an degré supérieur de la civilisation, commençait déjà à se dissoudre. Ce qui se dissolvait, c'étaient le lien intérieur de la famille, les divers éléments qui forment la notion de la famille : l'obéissance, la piété, la fidélité conjugale, etc. ; mais le corps réel de la famille, les conditions de fortune, l'attitude exclusive à l'égard des autres familles, la cohabitation forcée, les conditions créées par l'existence des enfants, la construction des villes modernes, la formation du capital, etc., demeurèrent, bien que souvent troublées, parce que l'existence de la famille est rendue nécessaire par sa connexion avec le mode de production, indépendamment de la volonté de la société bourgeoise. Cette nécessité se manifeste de la façon la plus frappante dans la Révolution française où la famille, un instant, fut pour ainsi dire abolie par la loi. La famille continue à exister cependant au XIXe siècle, mais avec cette différence que sa décomposition est devenue plus générale, non à cause de l'idéologie, mais par suite du développement de l'industrie et de la concurrence ; elle continue à exister, bien que sa décomposition ait été proclamée depuis longtemps par les socialistes français et anglais et que les romans français aient même fini par porter ce fait à la connaissance des docteurs de l'église allemande.

Extrait du ***Manifeste du Parti communiste*** **(1848)**

L'abolition de la famille!Même les plus radicaux s'indignent de cet infâme dessein des communistes. Sur quelle base repose la famille actuelle, la famille bourgeoise ? Sur le capital, sur l'enrichissement privé. Elle n'existe avec son plein développement que pour la bourgeoisie; mais elle a pour corollaire la suppression forcée de toute famille chez les prolétaires et la prostitution publique. La famille du bourgeois s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son corollaire, et l'une et l'autre disparaissent avec la disparition du capital. Nous reprochez-vous de vouloir abolir l'exploitation des enfants par leurs parents ? Ce crime-là, nous l'avouons. Mais nous brisons, dites-vous, les liens les plus intimes, en substituant à l'éducation par la famille l'éducation par la société. Et votre éducation à vous, n'est-elle pas, elle aussi, déterminée par la société ? Déterminée par les conditions sociales dans lesquelles vous élevez vos enfants, par l'immixtion plus ou moins directe de la société au moyen de l'école, etc. ? Les communistes n'inventent pas cette ingérence de la société dans l'éducation; ils en modifient simplement le caractère, ils arrachent l'éducation à l'influence de la classe dirigeante. Les déclamations bourgeoises sur la famille et l'éducation, sur les doux liens qui unissent l'enfant à ses parents, deviennent de plus en plus écœurantes, à mesure que la grande industrie détruit tous les liens de famille pour les prolétaires et transforme les enfants en simples articles de commerce, en simples instruments de travail. Mais vous voulez, vous autres communistes, introduire la communauté des femmes ! nous crie en chœur toute la bourgeoisie. Le bourgeois voit dans sa femme un simple instrument de production. Il entend dire que les instruments de production seront exploités en commun, et il conclut naturellement que les femmes elles-mêmes partageront le sort commun de la socialisation. Il ne se doute pas qu'il s'agit précisément d'arracher la femme à son rôle actuel de simple instrument de production, Rien de plus ridicule, du reste, que cette épouvante ultra-morale de nos bourgeois devant la prétendue communauté officielle des femmes chez les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes, elle a presque toujours existé. Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles de leurs prolétaires, sans même parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement. Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on reprocher aux communistes de vouloir substituer, à une communauté des femmes hypocritement dissimulée, une communauté officielle et franchement avouée. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition du régime de production actuel disparaît également la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution, officielle et non officielle.



August BEBEL

Extraits de *La Femme et le Socialisme* (1891)

L'HISTOIRE DE LA FEMME EST L'HISTOIRE DE SON OPPRESSION

La femme et le travailleur ont ceci de commun : ils sont tous deux des opprimés. Cette oppression a subi des modifications dans sa forme, selon le temps et le pays, mais l'oppression s'est maintenue. A travers l'histoire, les opprimés eurent souvent conscience de leur oppression, et cette conscience amena des modifications et des soulagements dans leur situation. Mais ils ne purent déterminer la véritable nature de cette oppression. Chez la femme comme chez le travailleur, cette connaissance ne date que de nos jours. Il fallait d'abord connaître la véritable nature de la société et des lois, qui servirent de base à son développement, avant de déclencher, avec quelque chance de succès, un mouvement pour mettre fin à des situations reconnues comme injustes. L'importance et l'étendue d'un pareil mouvement dépendent de la conscience des couches lésées et de la liberté de mouvement qu'elles possèdent. Sous ce double rapport, la femme est inférieure au travailleur, aussi bien par les mœurs et l'éducation que par la liberté qui lui est donnée. D'ailleurs, des conditions qui durent pendant une longue série de générations finissent par devenir des habitudes : l'hérédité et l'éducation les font apparaître comme « naturelles » aux deux parties intéressées. C'est ainsi que la femme accepte encore aujourd'hui sa situation inférieure comme une chose évidente par elle-même. On a beaucoup de peine à lui démontrer que sa situation est indigne d'elle, et qu'elle doit chercher à devenir dans la société un membre possédant les mêmes droits que l'homme, et son égale sous tous les rapports.
S'il y a beaucoup de points de ressemblance entre la situation de la femme et celle de l'ouvrier, il y a cependant une différence essentielle : la femme est le premier être humain qui ait eu à subir la servitude. Elle a été esclave, avant que l'esclave fût. Toute dépendance sociale trouve son origine dans la dépendance économique de l'opprimé vis-à-vis de l'oppresseur. De temps immémorial, la femme se trouve dans cette situation ; l'histoire du développement de la société humaine nous l'apprend.

LA QUESTION DE LA FEMME EST UN ASPECT DE LA QUESTION SOCIALE

Nous sommes les contemporains d'une grande évolution sociale, qui prend tous les jours de plus vastes proportions. Un mouvement, une agitation des esprits se manifestent dans toutes les classes de la société avec une intensité de plus en plus grande. Tous s'aperçoivent que le terrain se dérobe sous leurs pieds. Il a surgi une foule de questions, sur la solution desquelles on discute dans les deux sens. Une des plus importantes qui se pose est celle que l'on appelle la question de la femme. Quelle place doit prendre la femme dans notre organisme social, comment peut-elle développer toutes ses forces et toutes ses aptitudes afin de devenir dans la société humaine un membre complet, ayant les droits de tous, pouvant donner l'entière mesure de son activité? A notre point de vue, cette question se confond avec celle de savoir quelle sera l'organisation que devra recevoir la société humaine, pour substituer à l'oppression, à l'exploitation, au besoin et à la misère sous leurs milliers de formes, une humanité libre, une société en pleine santé tant au point de vue physique qu'au point de vue social. La question de la femme n'est donc pour nous qu'un des côtés de la question sociale générale, qui occupe en ce moment toutes les intelligences, qui met tous les esprits en mouvement. Elle ne peut, par conséquent, trouver sa solution définitive que dans la suppression des contradictions sociales et dans la disparition des maux qui en résultent.

FÉMINISME BOURGEOIS ET LUTTE DES CLASSES

Il en résulte que toutes les femmes, sans distinction de rang social, ont intérêt, dans leur situation de sexe dominé et lésé par les hommes, à voir modifier cet état de choses par des réformes dans l'état social existant, par la révision des lois. L'immense majorité des femmes a le plus grand intérêt à voir modifier complètement cette situation. C'est ainsi que disparaîtront l'esclavage du salariat, sous lequel la plupart d'entre elles gémissent, et l'esclavage sexuel, qui est intimement lié aux conditions de propriété et d'industrie. Les femmes qui s'occupent du mouvement féminin bourgeois ne comprennent pas la nécessité d'un pareil changement radical. Influencées par la place privilégiée qu'elles occupent dans la société, elles voient, dans le mouvement féministe prolétarien et ses aspirations différentes, des tendances dangereuses et peu raisonnables, qui doivent être combattues. C'est ainsi que la différence des classes, qui creuse un abîme entre les ouvriers et les capitalistes, fait également sentir ses effets dans le mouvement féministe. Et ces effets deviennent plus grands, au fur et à mesure que les situations deviennent plus tendues.



LÉNINE :

PAS DE DÉMOCRATIE SANS FEMMES !

On ne peut pas assurer de liberté véritable, on ne peut pas bâtir de démocratie — sans parler de socialisme — si l'on n'appelle pas les femmes au service civique, au service dans la milice, à la vie politique, si l'on ne les arrache pas à l'atmosphère abrutissante du ménage et de la cuisine. («*Lettres de loin*», 1917)

LA GUERRE IMPÉRIALISTE ET LES FEMMES

A celui qui dira que notre théorie est détachée de la vie, nous rappellerons deux faits de l'histoire mondiale : le rôle des trusts et le travail des femmes à l'usine, d'une part, la Commune de 1871 et l'insurrection de décembre 1905 en Russie, de l'autre. L'affaire de la bourgeoisie, c'est de développer les trusts, d'entasser enfants et femmes dans les usines, de les y faire souffrir, de les dépraver, de les condamner à l'extrême misère. Nous « n'exigeons » pas un tel développement, nous ne le « soutenons » pas, nous luttons contre lui. Mais comment luttons-nous ? Nous savons que les trusts et le travail des femmes à l'usine sont progressifs. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme d'avant les monopoles, au travail des femmes à domicile. En avant à travers les trusts, etc., et plus loin qu'eux, vers le socialisme! Ce raisonnement, qui tient compte du développement objectif, peut être appliqué, avec les modifications qui s'imposent, à la militarisation actuelle du peuple. Aujourd'hui, la bourgeoisie impérialiste ne militarise pas seulement le peuple entier, mais encore la jeunesse. Demain elle procédera peut-être même à la militarisation des femmes. A ce sujet, il faut que nous disions : Tant mieux ! Qu'on se hâte ! Plus on ira vite, plus vite nous en viendrons à l'insurrection armée contre le capitalisme. Comment des social-démocrates peuvent-ils se sentir intimidés par la militarisation de la jeunesse, etc., s'ils se rappellent l'exemple de la Commune ? Ce n'est pas là une «théorie en dehors de la vie », ce ne sont pas des rêves, mais des faits. Et il serait véritablement fort regrettable que des social-démocrates, en dépit de tous les faits économiques et politiques, se missent à douter que l'époque impérialiste et les guerres impérialistes doivent inévitablement conduire à la répétition de tels

faits. Un observateur bourgeois de la Commune écrivait en mai1871 dans un journal anglais : «Si la nation française ne se composait que de femmes, quelle nation terrible ce serait !» Pendant la Commune, les femmes et les enfants de treize ans luttèrent aux côtés des hommes. Il ne pourra pas en être autrement dans les batailles futures pour le renversement de la bourgeoisie. Les femmes des prolétaires ne regarderont point passivement la bourgeoisie bien armée tirer sur les ouvriers mal armés ou sans armes. Elles prendront les armes comme en 1871 et, de toutes ces nations aujourd'hui terrorisées, ou plus exactement ; du mouvement ouvrier actuel, plus désorganisé par les opportunistes que par les gouvernements, surgira sans aucun doute, tôt ou tard, mais infailliblement, une union internationale des «nations terribles », c'est-à-dire du prolétariat révolutionnaire. Aujourd'hui, la militarisation pénètre toute la vie sociale. L'impérialisme, c'est la lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le nouveau partage du monde, et c'est pourquoi il doit inévitablement aboutir à une militarisation dans tous les pays, même neutres et petits. Contre cela, que feront donc les femmes des prolétaires ? Se borneront-elles à maudire toute guerre et tout ce qui a trait à la guerre, et à ne réclamer que le désarmement ? Jamais les femmes de la classe opprimée, qui est réellement révolutionnaire, ne se contenteront d'un rôle aussi honteux. Elles diront à leurs fils : « Bientôt, tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends bien le métier de la guerre. C'est une science indispensable aux prolétaires, non pas pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme on le fait dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres au socialisme, — mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, afin de mettre un terme à l'exploitation, à la misère et aux guerres, non point par des vœux inoffensifs, mais en remportant la victoire sur la bourgeoisie et en la désarmant.» (*Sbornik Sotsial-demokrata*,1916)

L'HYPOCRISIE DES CLASSES DIRIGEANTES

La connaissance même sommaire de la législation des pays bourgeois, concernant le mariage, le divorce et les enfants naturels, ainsi que la situation de fait qui y existe, montrera à quiconque s'intéresse à la question que la démocratie bourgeoise, de nos jours, même dans les Républiques bourgeoises les plus démocratiques, a, sous ce rapport, une attitude vraiment féodale à l'égard de la femme et des enfants naturels. Bien entendu, cela n'empêche pas les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et une partie des anarchistes, ainsi que tous les partis respectifs d'Occident, de continuer à invoquer la démocratie et à crier à sa violation par les bolcheviks. En réalité, la révolution bolchevik, précisément, est la seule révolution démocratique conséquente dans les questions du mariage, du divorce et de la situation des enfanta naturels. Or, cette question concerne de façon la plus directe plus de la moitié de la population de n'importe quel pays. Seule, la révolution bolchevik, en dépit des multiples révolutions bourgeoises qui l'ont précédée et qui se sont prétendues démocratiques, a, pour la première fois, mené résolument la lutte dans le sens indiqué, aussi bien contre la réaction et le servage que contre l'hypocrisie coutumière des classes dirigeantes et possédantes. Si quatre-vingt-douze divorces sur dix mille mariages paraissent au sieur Sorokine un chiffre fantastique, il reste à supposer que l'auteur a vécu et a été élevé dans quelque monastère à ce point séparé de la vie que l'on aura peine à croire à l'existence d'un semblable monastère, ou bien que l'auteur déforme la vérité pour servir la réaction et la bourgeoisie. Quiconque connaît tant soit peu les conditions sociales dans les pays bourgeois, sait que le nombre réel des divorces de fait (non sanctionnés, évidemment, par l'Église et par la loi) est partout infiniment supérieur. Sous ce rapport, la Russie ne se distingue des autres pays que par le fait que ses lois, au lieu de sanctionner l'hypocrisie et l'absence de droits pour la femme et son enfant, déclarent ouvertement et au nom de l'État une guerre systématique à toute hypocrisie et à toute absence de droits. («*De la signification du matérialisme militant* », paru dans *Sous la bannière du marxisme*, 1922)



Clara ZETKIN

Extraits de «*Notes de mon carnet : Lénine tel qu'il fut* » (1934)

DIALOGUE AVEC LÉNINE SUR LA QUESTION SEXUELLE

Le camarade Lénine m'a souvent parlé de la question féminine. Il y attachait une grande importance, le mouvement féminin étant pour lui partie constitutive et, dans certaines conditions, partie décisive du mouvement des masses. Il va sans dire qu'il considérait la pleine égalité sociale de la femme comme un principe incontestable du communisme. Notre première longue conversation à ce sujet eut lieu en automne 1920, dans son grand cabinet de travail au Kremlin. Lénine était assis devant sa table couverte de livres et de papiers qui attestaient son genre d'occupation et son travail, mais sans « le désordre habituel aux génies ».

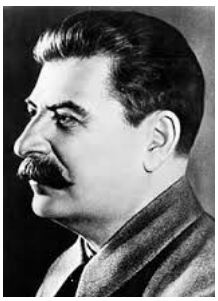
Lénine : — Nous devons absolument créer un puissant mouvement féminin international, fondé sur une base théorique nette et précise, commença-t-il après m'avoir saluée. Il est clair qu'il ne saurait y avoir de bonne pratique sans théorie marxiste. Nous, communistes, devons observer dans cette question nos principes dans toute leur pureté. Nous devons nous séparer nettement de tous les autres partis. Malheureusement, notre IIème Congrès international, bien que la question féminine y ait été soulevée, n'a pas pris le temps de délibérer ni de prendre position sur ce point. La faute en est à la commission, qui fait traîner les choses. Elle doit élaborer une résolution, des thèses, une ligne ferme. Mais, jusqu'ici, ses travaux ne sont pas bien avancés. Vous devez l'y aider.

[…] *Lénine poursuivit :* — J'ai ouï dire qu'à vos soirées de lectures et discussions avec les ouvrières, vous vous occupiez surtout des questions de sexe et de mariage. Ce sujet serait au centre de vos préoccupations de votre enseignement politique et de votre action éducative. Je n'en croyais pas mes oreilles. […] Cette passion pour les questions sexuelles a beau revêtir des formes subversives et révolutionnaires, cette occupation n'en est pas moins, en fin de compte, purement bourgeoise. S'y adonnent de préférence les intellectuels et les autres couches de la société qui sont proches d'eux. Point de place pour ce genre d'occupation dans le Parti, parmi le prolétariat en lutte et conscient de son esprit de classe.

Clara : - Je fis remarquer que les questions sexuelles et matrimoniales, en régime de propriété privée, suscitaient de multiples problèmes, qu'elles étaient une cause de conflits et de souffrances pour les femmes de toutes les classes et couches sociales. La guerre et ses conséquences, disais-je, ont aggravé à l'extrême pour la femme les conflits et les souffrances qui existaient auparavant dans les rapports entre les sexes. Les problèmes cachés jusqu'ici sont dévoilés aux regards des femmes, et cela dans l'atmosphère de la révolution qui vient de commencer. Le monde des vieux sentiments, des vieilles idées craque de toutes parts. Les liens sociaux d'autrefois faiblissent et se brisent. On voit apparaître les germes de nouvelles prémices idéologiques, qui n'ont pas encore pris forme, pour les relations entre hommes. L'intérêt que ces questions suscitent s'explique, par le besoin d'une orientation nouvelle. Là apparaît également la réaction qui se produit contre les déformations et le mensonge de la société bourgeoise. Le changement des formes matrimoniales et familiales tout au long de l'histoire, dans leur dépendance de l'économique, constitue un bon moyen pour déraciner de l'esprit des ouvrières la croyance à la pérennité de la société bourgeoise. La critique historique de cette société doit aboutir au démembrement de l'ordre bourgeois, à la mise à nu de son essence et de ses conséquences et, entre autres, à la stigmatisation de la fausse morale sexuelle. Tous les chemins mènent à Rome. Toute analyse marxiste concernant une partie importante de la super structure idéologique de la société ou un phénomène marquant doit conduire à l'analyse de l'ordre bourgeois et de sa base, la propriété privée ; et chacune de ces analyses doit amener à cette conclusion : « Il faut détruire Carthage. »

Lénine souriait en hochant la tête : — Fort bien. Vous avez l'air d'un avocat qui défend ses camarades et son parti. Certes, ce que vous dites là est juste. Mais pouvez-vous me garantir sérieusement que les questions sexuelles et matrimoniales ne sont discutées à vos réunions qu'au point de vue du matérialisme historique vital, bien compris ? Cela suppose des connaissances vastes, approfondies, la connaissance marxiste, claire et précise, d'une énorme quantité de matériaux. Disposez-vous, en ce moment, des forces nécessaires ? Si oui, il n'aurait pu arriver qu'une brochure, comme celle dont nous venons de parler, ait été employée comme matériel d'enseignement à vos soirées de lectures et de discussions. Cette brochure, on la recommande et on la diffuse au lieu de la critiquer. A quoi aboutit, en fin de compte, cet examen insuffisant et non marxiste de la question ? A ceci que les questions sexuelles et matrimoniales ne sont pas comprises comme partie de la principale question sociale et que, au contraire, la grande question sociale elle-même apparaît comme une partie, comme un appendice du problème sexuel. Le plus important est refoulé à l'arrière-plan, comme chose secondaire. Non seulement cela nuit à la clarté de la question, mais obscurcit la pensée en général, la conscience de classe des ouvrières. […] Maintenant, toutes les pensées des ouvrières doivent être dirigées vers la révolution prolétarienne. C'est elle qui créera également une base pour les nouvelles conditions du mariage et les nouveaux rapports entre les sexes.

[…] Lénine parlait avec beaucoup de vivacité et de conviction. Je sentais que chacune de ses paroles lui venait du fond du cœur ; l'expression de son visage l'attestait. Un mouvement énergique de la main soulignait parfois sa pensée. Ce qui me frappait, c'était de voir Lénine, à côté des questions politiques de la plus haute importance, prêter une si grande attention aux phénomènes isolés et les analyser avec un tel soin, et cela non seulement pour les choses concernant la Russie soviétique, mais aussi les pays capitalistes. En parfait marxiste, Lénine concevait un phénomène isolé, sous quelque forme et en quelque lieu qu'il se manifestât, par rapport au grand, au tout, appréciant la valeur du premier pour ce dernier ; sa volonté, son but vital, inébranlable comme une force invincible de la nature, ne visait qu'à une chose : accélérer la révolution, dans laquelle il voyait la cause des masses.



STALINE

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES (1925)

Aucun grand mouvement d'opprimés, dans l'histoire de l'humanité, ne s'est déroulé sans la participation des femmes travailleuses. Les femmes travailleuses, les plus opprimées de tous les opprimés, ne sont jamais restées et ne pouvaient rester à l'écart de la grande route du mouvement libérateur. Le mouvement libérateur des esclaves a, comme on le sait, poussé en avant des centaines et des milliers de grandes martyres et d'héroïnes. Dans les rangs des lutteurs pour la libération des serfs, il y avait des dizaines de milliers de femmes travailleuses. Il n'est pas étonnant que le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, le plus puissant de tous les mouvements libérateurs des masses opprimées, ait attiré sous son étendard des millions de femmes travailleuses. La Journée internationale des femmes est le témoignage de l'invincibilité et le présage du grand avenir du mouvement libérateur de la classe ouvrière. Les femmes travailleuses, les ouvrières et les paysannes, constituent la grande réserve de la classe ouvrière. Cette réserve représente une bonne moitié de la population. La réserve féminine sera-t-elle pour la classe ouvrière ou contre elle? De cela dépendent le destin du mouvement prolétarien, la victoire ou la défaite de la révolution prolétarienne, la victoire ou la défaite du pouvoir prolétarien.

Voilà pourquoi la première tâche du prolétariat et de son détachement le plus avancé, le Parti communiste, consiste à mener une lutte décisive pour libérer les femmes, ouvrières et paysannes, de l'influence de la bourgeoisie, pour éduquer politiquement et organiser les ouvrières et les paysannes sous l'étendard du prolétariat. La Journée internationale des femmes est un moyen d'attirer la réserve, constituée par les femmes travailleuses, du côté du prolétariat.
Mais les femmes travailleuses ne sont pas seulement une réserve. Elles peuvent et elles doivent devenir — avec une politique juste de la classe ouvrière — une armée véritable de la classe ouvrière, qui combattra la bourgeoisie. Faire de cette réserve des femmes travailleuses une armée d'ouvrières et de paysannes, combattant aux côtés de la grande armée du prolétariat, voilà la seconde tâche, qui est décisive, de la classe ouvrière. La Journée internationale des femmes doit servir à faire passer les ouvrières et les paysannes de la réserve de la classe ouvrière dans l'armée active du mouvement libérateur du prolétariat. Vive la Journée internationale des femmes !

LA FEMME ET LA CONSTITUTION DE L'U.R.S.S.

La cinquième particularité du projet de la nouvelle Constitution, c'est son démocratisme conséquent et sans défaillance. Du point de vue du démocratisme, on peut diviser les constitutions bourgeoises en deux groupes : un groupe de constitutions nie ouvertement ou, en fait, réduit à néant l'égalité en droit des citoyens et les libertés démocratiques. L'autre groupe de constitutions accepte volontiers et affiche même les principes démocratiques ; mais en même temps, il fait de telles réserves et restrictions que les droits et libertés démocratiques s'en trouvent complètement mutilés. Ces constitutions parlent de droits électoraux égaux pour tous les citoyens, mais aussitôt les restreignent par les conditions de résidence et d'instructions voire de fortune. Elles parlent de droits égaux pour les citoyens, mais aussitôt font cette réserve que cela ne concerne pas les femmes, ou ne les concerne que partiellement. Le projet de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. a ceci de particulier qu'il est exempt de pareilles réserves et restrictions. Pour lui, il n'existe point de citoyens actifs ou passifs ; pour lui, tous les citoyens sont actifs. Il n'admet point de différence de droits entre hommes et femmes, entre « domiciliés » et « non-domiciliés », entre possédants et non-possédants, entre gens instruits et non instruits.Pour lui, tous les citoyens ont des droits égaux. Ce n'est pas la situation de fortune ni l'origine nationale, ce n'est pas le sexe ni la fonction ou le grade, mais les qualités personnelles et le travail personnel de chaque citoyen, qui déterminent sa situation dans la société. («Sur le projet de Constitution de l'U.R.S.S. », 1936)

Art. 122. — Des droits égaux à ceux de l'homme sont donnés à la femme, en U.R.S.S., dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique. La possibilité de réaliser tous ces droits des femmes est assurée par l'octroi à la femme de droits égaux à ceux de l'homme quant au travail, au salaire, au repos, aux assurances sociales et à l'instruction, par la protection par l'État des intérêts de la mère et de l'enfant, par l'octroi à la femme de congés de grossesse, avec maintien du salaire, par un vaste réseau de maternités, de crèches et de jardins d'enfants. (*Constitution de l'Union des Républiques soviétiques socialistes*, adoptée le 5 décembre 1936)

—----------

FEMMES ET HOMMES EXPLOITÉ.E.S



uni.e.s pour la RÉVOLUTION

pcrf-ic.fr

PCRF

Parti Communiste Révolutionnaire de France